

## Chapitre 9.

### *États-unis<sup>1</sup>*

#### Champ d'application et objectif

La réforme mondiale des politiques en matière d'échanges agricoles ne manquera pas de modifier les débouchés commerciaux de ce secteur aux États-Unis — selon les produits, la demande sera dynamisée ou réduite. Le processus d'ajustement, qui veut que les producteurs réaffectent leurs ressources en fonction de l'évolution du contexte économique, préoccupe souvent les décideurs. Si leurs capacités d'adaptation sont limitées, les producteurs agricoles risquent d'être confrontés à une baisse de rentabilité de la main-d'oeuvre et des investissements, du moins à court terme. En revanche, lorsqu'ils peuvent orienter sans difficulté leurs ressources vers des secteurs offrant des débouchés commerciaux accrus, les gains d'efficience que laisse entrevoir la réforme sont plus susceptibles de se concrétiser.

Il s'agit dans la présente section d'élaborer pour les États-unis un modèle macro-micro rendant compte de la diversité des situations, qu'il s'agisse de l'exposition des producteurs aux effets d'une réforme mondiale des échanges ou de leur capacité de redéploiement des ressources dont ils disposent. Le modèle macroéconomique est utilisé pour simuler les effets agrégés d'un scénario schématique de réforme mondiale des politiques agricoles. Le modèle microéconomique est employé pour répartir les revenus totaux entre les différentes exploitations américaines, selon leur aptitude à adapter leurs ressources. Pour définir la capacité d'ajustement, nous faisons intervenir deux paramètres *ex ante* liés à la dotation en capital humain : la probabilité d'exercice d'un travail en dehors de l'exploitation et les capacités de gestion de l'exploitant agricole.

#### Le modèle macroéconomique

##### *Structure du modèle macroéconomique*

Notre analyse macroéconomique s'appuie pour les États-unis sur un modèle d'équilibre général calculable conçu et géré dans ce pays par le Service de recherches économiques du ministère de l'Agriculture (ERS USDA) (Hanson, 2002)<sup>2</sup>. Ce modèle permet de rendre compte des effets sur l'ensemble des secteurs économiques d'un scénario schématique de politique commerciale. Le modèle de simulation microéconomique sert ensuite à ventiler les changements macroéconomiques entre les différents ménages agricoles en termes de revenus, d'activité agricole, d'activité à l'extérieur de l'exploitation et d'impôts.

Dans le modèle macroéconomique, les ménages tirent des revenus de trois grandes sources : rémunérations liées à l'emploi salarié et non salarié ; revenu du capital sous la forme de dividendes, d'intérêts et de rentes du patrimoine ; et paiements de transfert. Entrent également dans les revenus des ménages agricoles les paiements liés à l'obtention de produits précis dans le cadre de programmes gouvernementaux, ainsi que les paiements de transfert à l'agriculture traités comme de simples transferts au titre du revenu des ménages<sup>3</sup>. Les ménages consacrent leur revenu à la consommation de biens et services, au paiement des impôts et à l'épargne. Les revenus des comptes d'exploitation servent également à rémunérer la main-d'oeuvre salariée et les propriétaires non exploitants. L'offre et la demande de main-d'oeuvre sont traitées de façon détaillée en fonction de l'activité professionnelle exercée. Les ménages agricoles sont les seuls à générer un emploi, exploitant agricole, mais, comme tous les ménages, ils fournissent de la main-d'oeuvre, celle des deux conjoints, pour un certain nombre d'autres activités.

Dans le modèle macroéconomique, on distingue sept types de ménages agricoles représentatifs, auxquels s'ajoute une catégorie de ménages non agricoles. A partir des données de l'enquête sur la gestion des ressources agricoles (*Agricultural Resource Management Survey* – ARMS, USDA), les ménages agricoles sont répartis en fonction de l'activité principale de l'exploitant et du volume des ventes directes<sup>4</sup>. A chaque type d'exploitation correspond une gamme de produits agricoles, mise en évidence par les données de l'enquête ARMS. La répartition des subventions entre les ménages agricoles est proportionnelle à la production de biens soutenus par des programmes gouvernementaux. Les ménages agricoles redéployent leurs ressources et adaptent leurs activités de production agricole en fonction de l'évolution des revenus de l'exploitation (gains liés à un emploi non salarié) qui en résulte.

### ***Ajustement en fonction d'un scénario schématique de réforme des échanges agricoles***

Les marchés agricoles mondiaux sont faussés par l'application généralisée de tarifs à l'importation, de subventions à l'exportation et de mesures de soutien intérieures entraînant des distorsions commerciales. Notre modèle macroéconomique sert à simuler les effets d'un scénario global en matière d'échanges agricoles, d'après Cooper *et al.* (2003), dans lequel les tarifs, les subventions à l'exportation et le soutien à l'origine de distorsions commerciales sont supprimés<sup>5</sup>. Dans ce scénario, Cooper *et al.* observent que les producteurs agricoles des États-unis affichent des bénéfices nets. La réforme globale fait augmenter les cours mondiaux et les exportations agricoles des États-unis, surtout en raison de la suppression des droits de douane à l'échelle mondiale. Il convient de noter que leur modèle décrit de façon très simplifiée les effets d'une suppression des distorsions imputables à l'action gouvernementale. Les résultats de leur scénario dépendent de l'ensemble initial de prix relatifs et des niveaux de subvention qui sont eux-mêmes fonction de la situation du marché pour l'année considérée et des effets de prix du processus de réforme mondiale. Par ailleurs, leur modèle ne tient pas compte des phénomènes économiques généraux de réaction et d'adaptation.

### **Simulation macroéconomique des effets d'un scénario schématique de réforme**

Dans le modèle macroéconomique, les producteurs agricoles compensent les chocs par le biais des mécanismes du marché : ils modifient la gamme des productions, la répartition des activités du ménage, ainsi que les investissements à l'intérieur et en dehors

des exploitations. Dans la mesure du possible, les agriculteurs et les exploitants réduisent la part des ressources correspondant à la production, à l'emploi ou à l'investissement dans les secteurs où les rendements reculent, au profit de secteurs où ils sont orientés à la hausse. Dans le modèle macroéconomique, les exploitations et les ménages dont la production et les activités économiques sont d'ores et déjà diversifiées ont davantage de perspectives d'ajustement à court terme que les ménages qui sont plus spécialisés dans la production agricole.

Les effets relatés par Cooper *et al.* (2003) sont introduits sous la forme de chocs exogènes dans notre modèle macroéconomique. Il ressort que la réforme mondiale en matière d'échanges se répercute différemment sur les revenus des sept types de ménages agricoles aux États-Unis, selon leur dépendance à l'égard des subventions et leur gamme de productions, les parts respectives des activités agricoles et non agricoles dans le revenu des ménages et leur portefeuille d'actifs. Le tableau II.21 met en évidence l'incidence de la perte de paiements pour les sept types de ménages agricoles. Les très grandes exploitations reçoivent plus de subventions agricoles que les autres, si bien qu'une telle réforme entraînerait pour ce type d'exploitation une perte moyenne de subventions avoisinant 6 000 USD, contre une perte moyenne de 50 USD dans le cas de l'agriculture de retraite. Toutefois, rapportée à la valeur de la production, la réduction des paiements est la plus forte pour les exploitations résidentielles et celles où l'agriculture est exercée à titre principal.

**Tableau II.21. Incidence de la perte de paiements, selon les types d'exploitation, résultant d'un scénario schématique de réforme des politiques commerciales**

Type d'exploitation	Nombre d'exploitations	Total des paiements perdus par type d'exploitation	Moyenne des paiements perdus par exploitation	Moyenne des pertes de production, en cents par dollar
	en milliers	en millions de USD	en USD	en cents
Ressources limitées	127	9	69	0.57
Agriculteur de retraite	298	14	46	0.83
Agriculteur résidentielle/d'appoint	931	75	81	1.00
Activité agricoles/faibles ventes	480	161	336	1.17
Activité agricoles/fortes ventes	175	343	1955	1.20
Grandes exploitations	77	309	4000	0.45
Très grande exploitations	58	341	5833	0.79
Toutes exploitations confondues	2 147	1 252	583	0.79

Source : Enquête ARMS de 1999 et modèle d'équilibre général calculable de l'ERS USDA.

L'évolution du revenu des ménages agricoles indiquée dans le tableau II.22 tient compte des mesures d'adaptation prises par les ménages face à la réforme. L'effet net d'une réforme des échanges sur les revenus englobe les changements intervenus dans les salaires agricoles et non agricoles, les rendements des actifs, les paiements au titre des programmes agricoles, les impôts qui auraient été versés pour financer ces paiements, ainsi que l'impact des modifications de prix sur le coût des achats alimentaires des ménages. Tout bien considéré, le revenu des ménages agricoles des États-Unis augmente de près de 500 millions de USD par suite de la réforme, chaque type d'exploitation

représentatif enregistrant des gains nets. Les gains de revenu les plus importants vont aux exploitations résidentielles et d'appoint (de loisir). Celles-ci se distinguent par un taux élevé d'emploi à temps partiel d'un des conjoints. D'où leur position privilégiée pour la capacité de substitution travail-capital dans le modèle macroéconomique, de même que pour l'adaptation de la main-d'oeuvre sur l'exploitation. Elles tendent aussi à se spécialiser dans les produits bovins, dont les prix vont en augmentant. En dépit des gains nets observés pour chaque type représentatif dans son ensemble, des pertes nettes sont à prévoir pour certaines exploitations considérées isolément. Les sept types d'exploitations constituent des regroupements trop larges pour faire apparaître la spécialisation qui caractérise la plupart des exploitations, appelée à se traduire par des gains (ou des pertes) en cas de prédilection pour des produits dont les prix s'élèvent (ou baissent) par suite de la réforme mondiale.

**Tableau II.22. Effets sur les ménages agricoles des États-unis  
d'un scénario schématique de réforme des politiques agricoles à l'échelle mondiale  
(en millions de USD)**

	Paiements program- mes agricoles	Revenu travail agricole	Rendement actifs agricoles	Revenu travail non agricole	Autres revenus non agricoles	Dépenses impôts	Total revenus du ménage
Ressources limitées	-9	6	9	-1	0	-1	4
Agriculteur de retraite	-14	46	17	-5	3	-6	41
Exploitation résidentielle/ d'appoint	-75	148	96	-21	3	-10	141
Activité agricoles/ faibles ventes	-161	87	179	-11	3	-10	87
Activité agricoles/ fortes ventes	-343	59	376	-8	0	-6	78
Grande exploitation	-309	42	338	-6	0	-4	61
Très grandes exploitations	-341	84	338	-9	0	-4	68
Toutes exploitations confondues	-1 252	471	1 353	-58	10	-40	484

## Le modèle microéconomique

Notre simulation microéconomique rend compte de la variabilité non seulement à l'intérieur de chacun des sept types représentatifs, mais aussi parmi l'ensemble des ménages agricoles aux États-unis. Le modèle microéconomique fait intervenir deux paramètres de capacité d'ajustement liés au capital humain : la probabilité d'exercice d'un travail en dehors de l'exploitation et l'efficacité de la gestion. Il s'agit de montrer l'hétérogénéité de cette capacité d'ajustement puis de ventiler les effets d'une réforme mondiale sur les revenus des ménages agricoles considérés isolément à l'intérieur de chaque type d'exploitation.

## Capacité d'ajustement en termes d'affectation de la main-d'oeuvre

La répartition entre le travail sur l'exploitation, le travail en dehors de celle-ci et le temps libre est pour les ménages agricoles un moyen important de s'adapter à l'évolution du revenu tiré de l'agriculture. Pour les exploitant(e)s et leur conjoint(e) qui se spécialisent dans une activité agricole, l'évolution des salaires et revenus agricoles influera sur le nombre d'heures consacrées à l'exploitation, par rapport aux loisirs ou à la vie privée. Les ménages dans lesquels l'exploitant occupe déjà un emploi en dehors de l'exploitation ont une plus grande marge de manoeuvre pour reporter des heures de travail sur d'autres occupations et modifier le temps consacré aux loisirs et à la vie privée.

De façon générale, quelles caractéristiques donnent le plus de chances à un ménage agricole de s'adapter en se réorientant vers une activité en dehors de l'exploitation ? Des travaux empiriques sur l'emploi extra-agricole ont fait ressortir le rôle déterminant des caractéristiques démographiques et de l'ancienneté professionnelle dans la probabilité qu'une personne réussisse à retrouver un travail après une perte d'emploi ou une réduction de salaire. Par exemple, d'après les dernières publications en date sur les suppressions d'emplois dépouillées par Kletzer (1998), la formation supérieure, la jeunesse, la faible ancienneté dans l'emploi et l'appartenance à une catégorie ethnique non minoritaire sont propices au réemploi. Le niveau d'instruction constitue un facteur décisif ; le fait d'avoir reçu un enseignement post-secondaire va de pair avec des taux beaucoup plus élevés de réemploi, par rapport à une formation secondaire (Farber, 2003). Plus l'emploi a été occupé longtemps, plus la durée du chômage s'allonge. Une solide expérience professionnelle implique un capital humain spécialisé dans une activité donnée dont découle un avantage de salaire qui n'est pas toujours récupérable ailleurs. Par conséquent, les travailleurs en poste depuis longtemps peuvent être moins susceptibles de chercher un emploi dans de nouvelles activités, ou plus enclins à attendre la fin de ce qui leur apparaît comme une mauvaise passe cyclique dans leur secteur (Fallick, 1996). Gardner (1992) décrit un processus comparable d'ajustement de la main-d'oeuvre en agriculture face au progrès technologique, l'accent étant mis également sur des aspects tels que le capital humain et l'ancienneté professionnelle. Il attribue les différences entre salaires agricoles et salaires non agricoles non seulement aux coûts d'ajustement à court terme liés aux dépenses qu'entraînent la recherche d'emploi et un déménagement, mais aussi à la moindre valeur accordée en dehors des exploitations aux compétences agricoles spécialisées acquises avec le temps.

A en juger par les caractéristiques de l'activité des exploitants agricoles aux États-unis, les coûts d'ajustement de la main-d'oeuvre pourraient être élevés, même si beaucoup sont déjà engagés dans une activité en dehors de l'exploitation. Parmi les sept types considérés, les agriculteurs à vocation commerciale sont légèrement au-dessous de l'âge moyen calculé pour l'ensemble des cas et disposent d'une expérience moins longue sur l'exploitation. Leur travail est cependant plus spécialisé ; une part relativement faible des exploitants à vocation commerciale se consacrent un tant soit peu à une activité extra-agricole. Les exploitations résidentielles et d'appoint (de loisir) correspondent aux personnes les plus jeunes, ayant reçu une formation relativement poussée et affichant le taux le plus élevé d'exercice d'une activité en dehors de l'exploitation.

Ahearn *et al.* (2002) analysent le temps consacré par les exploitants au travail non agricole dans une étude faisant intervenir les caractéristiques suivantes de la main-d'oeuvre et des ménages : âge, formation, taille des ménages, niveau des investissements en dehors de l'exploitation et activité non agricole des conjoint(e)s. Ils y ajoutent certaines caractéristiques des exploitations, notamment la valeur des machines agricoles,

les paiements gouvernementaux et des variables indicatrices par région à l'intérieur du pays. Par ailleurs, les auteurs rendent compte de facteurs « d'attraction » tels que les conditions du marché de l'emploi dans la zone accessible à partir de l'exploitation et les parts respectives des débouchés offerts dans différents secteurs économiques.

A partir des estimations effectuées par Ahearn *et al.* (2002), nous définissons un paramètre *ex ante* de la capacité de redéploiement de la main-d'oeuvre, pour tous les types de ménages agricoles, qui peut être incorporé à notre modèle microéconomique. Nous appliquons les paramètres décrits par ces auteurs aux données sur les différentes exploitations tirées de l'enquête ARMS de 1999, de façon à pouvoir mesurer la probabilité d'exercice d'une activité extra-agricole pour chaque exploitant pris en compte dans l'enquête. Les résultats obtenus par Ahearn *et al.* (2002) peuvent être utilement mis à profit pour obtenir une valeur indicative de la capacité de redéploiement de la main-d'oeuvre permettant de cerner la probabilité, pour un(e) exploitant(e) considéré(e) isolément, de s'adapter aux différents marchés du travail à la suite d'un choc, qu'il(elle) soit déjà engagé(e) ou non dans une activité professionnelle extra-agricole. Si la probabilité de travailler en dehors de l'exploitation est forte, la main-d'oeuvre agricole est plus à même de réagir aux chocs affectant positivement ou négativement les prix agricoles, d'où une plus grande capacité d'adaptation des ressources aux signaux de prix.

Dans le tableau II.23, ces données agrégées sont ventilées en fonction de notre typologie. Parmi les sept types considérés, les personnes à la tête d'exploitations résidentielles et d'appoint (de loisir) sont les plus susceptibles de travailler à l'extérieur. Les responsables des très grandes exploitations et ceux qui pratiquent une agriculture de retraite sont moins appelés à exercer une activité professionnelle à l'extérieur, compte tenu de caractéristiques tenant à la démographie, à l'exploitation agricole et au milieu de travail urbain.

**Tableau II.23. Probabilité moyenne pour un exploitant de travailler en dehors de l'exploitation**

	Probabilité moyenne pour un exploitant de travailler en dehors de l'exploitation %
Ressources limitées	41
Agriculteur de retraite	29
exploitations résidentielle/d'appoint	74
Activité agricoles / faibles ventes	46
Activité agricoles / fortes ventes	43
Grande exploitations	36
Très grande exploitations	35
Toutes exploitations confondues	55

Sources : Enquête ARMS de 1999 et calculs de l'ERS d'après Ahearn *et al.*, 2002.

## Capacité de gestion

Le deuxième paramètre de capacité d'ajustement dans notre modèle microéconomique est l'aptitude à gérer le capital humain pour pallier et compenser l'évolution des prix relatifs. Logiquement, la capacité de gestion pourrait être définie par les caractéristiques fondamentales de l'exploitation et de l'exploitant. Certains travaux

récents fondés sur les données de l'enquête ARMS vont dans le sens d'un lien étroit entre certaines caractéristiques des exploitants et une capacité de gestion élevée. El-Osta et Morehart (1999) ont observé une corrélation positive entre l'âge, la formation, la part des heures de travail consacrées à l'agriculture et l'adoption de techniques à forte intensité de gestion et de capital dans la production laitière. D'après McBride et El-Osta (2002), l'âge et l'éducation sont en corrélation positive avec l'adoption de maïs génétiquement modifié, tandis que le nombre d'années d'exercice d'une activité agricole est en corrélation négative avec cette adoption.

Ces deux études décrivent des filières présentant des caractéristiques particulières, ce qui ne permet guère d'en généraliser les conclusions à l'agriculture des États-Unis dans son ensemble. Nous estimons plutôt que la performance financière en agriculture est une variable probablement révélatrice de l'aptitude de l'exploitant à redéployer les ressources en fonction de l'évolution des conditions du marché consécutive à la réforme. Ce paramètre plus général que constitue la performance financière laisse place à tout un éventail de mécanismes d'ajustement des exploitations : modification soit de la gamme des productions, soit de l'échelle de la production, ou adoption d'innovations en matière de technologie et de gestion.

Nous utilisons ici une valeur indicative de la performance financière fondée sur le total des coûts économiques de production par rapport à la valeur totale du volume produit en agriculture. Cette valeur indicative met en évidence la disparité des types d'exploitations en termes d'efficacité financière (tableau II.24)<sup>6</sup>. Les grandes exploitations sont efficaces que les petites, l'échelle semblant ainsi jouer un rôle dans la réussite. Les mieux placées sont les très grandes exploitations, pour lesquelles la probabilité de résultats financiers élevés atteint 91 %, tandis que l'efficacité est la plus faible dans les cas suivants : ressources limitées, exploitations d'appoint, agriculture de retraite.

**Tableau II.24 Probabilité de résultats financiers élevés, par type d'exploitation**

Type d'exploitation	Distribution (centiles)
Ressources limitées	.43
Agriculteurs de retraite	.39
exploitations résidentielle/d'appoint	.40
Activité agricoles / faibles ventes	.52
Activité agricoles / fortes ventes	.83
Grande exploitations	.87
Très grande exploitations	.91
Toutes exploitations confondues	.50

Source : Enquête ARMS de 1999.

### Simulation microéconomique de la réforme mondiale des politiques agricoles avec capacités d'adaptation hétérogènes

Dans la simulation microéconomique, nous conjuguons les résultats concernant les revenus agricoles obtenus avec le modèle macroéconomique, d'une part (tableau II.22), et les caractéristiques des ménages agricoles américains décrits dans l'enquête ARMS de

1999, d'autre part. Les effets sur le revenu révélés par le modèle macroéconomique reflètent les ajustements auxquels procèdent les sept catégories représentatives d'exploitations en réaction à la réforme mondiale des échanges stylisée, moyennant des modifications de leur production, de leur main-d'œuvre et de leurs investissements. La prise en compte des données de l'enquête au niveau des ménages, dans notre simulation microéconomique, nous permet de décrire la distribution des modifications du revenu entre exploitations dans chaque catégorie. Notre simulation microéconomique décrit deux scénarios de distribution qui mettent en lumière l'hétérogénéité des impacts et des ajustements. Le premier met l'accent sur la capacité d'ajustement, sous l'angle de l'incidence de la suppression des subventions. Dit de l'indice de choc, il distribue les effets positifs sur le revenu d'une réforme mondiale complète des droits de douane et des subventions en fonction de l'incidence de la suppression des paiements. Le deuxième scénario porte lui aussi sur la capacité d'ajustement, mais sous l'angle des caractéristiques des ménages. Dit de l'indice d'ajustement, il conjugue les informations relatives à l'hétérogénéité de l'incidence de la suppression des paiements avec des informations sur les différences de capacité d'ajustement du capital humain dans la population agricole.

Le premier scénario de simulation microéconomique répartit simplement les modifications positives des revenus résultant d'une suppression mondiale des droits de douane et des subventions à l'intérieur de chaque catégorie d'exploitations, proportionnellement à la part de chaque exploitation dans la variation totale des paiements dans sa catégorie. L'hypothèse de comportement retenue dans le scénario de l'indice de choc est en effet que la réaction d'adaptation d'une exploitation donnée est proportionnelle à la modification des paiements qu'elle recevait. *A priori*, les exploitations bénéficiant d'une subvention élevée sont supposées s'adapter davantage que celles qui touchaient une petite subvention, et les exploitations qui ne percevaient aucune aide financière ne réagissent pas du tout. La réaction proportionnelle a des chances de rendre compte des effets directs dans le scénario de réforme de la politique commerciale, car les paiements supprimés sont du type de ceux qui sont fondés sur le niveau réel de la production de produits spécifiques par les ménages bénéficiaires. Par exemple, le montant d'une aide au titre des prêts à la commercialisation que reçoit une exploitation est proportionnel à sa production des produits dont les prix sont soutenus, et se traduit par la suppression d'un différentiel de prix unitaire qui encourage la production des produits en question au détriment des autres. De leur côté, les ménages qui ne produisent pas les produits soutenus ne sont pas directement touchés par la suppression du différentiel et sont supposés procéder à des ajustements limités. Cette méthode comporte une lacune, à savoir que nous ne relierons pas la réaction d'ajustement de l'exploitation à sa ou ses spécialité(s) et aux effets de la réforme mondiale sur les prix des produits.

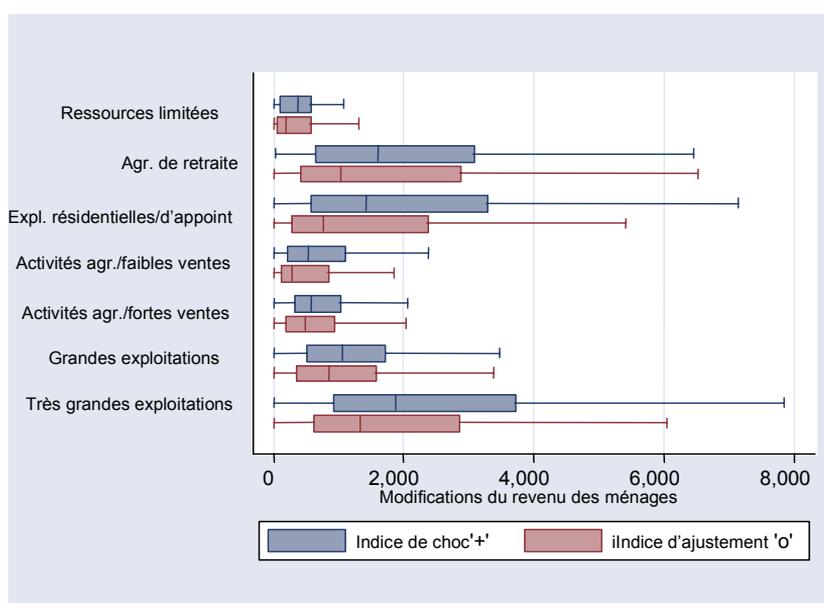
Dans la deuxième simulation microéconomique, nous faisons entrer en ligne de compte l'hétérogénéité de la capacité d'adaptation des ménages, en incorporant nos deux indices de la capacité d'ajustement du capital humain. L'indice d'ajustement calculé correspond au produit multiplicatif de la part d'une exploitation donnée dans la modification des aides publiques (donnée par l'indice de choc), et il tient compte en outre d'informations sur chaque ménage concernant la probabilité qui existe pour que l'exploitant travaille hors exploitation et la probabilité de rentabilité de l'activité agricole (efficacité financière). L'origine de la variabilité mise en évidence dans ce scénario de l'indice d'ajustement explique les différences entre ménages en ce qui concerne la possibilité d'exercer une autre activité. En particulier, les qualifications et aptitudes des exploitants et des autres membres des ménages agricoles ne sont pas distribuées équitablement. De même, toutes les régions du pays n'offrent pas les mêmes débouchés

professionnels, dans l'agriculture ou en dehors, aux ménages qui cherchent à retrouver leur niveau antérieur de bien-être consécutivement à la réforme.

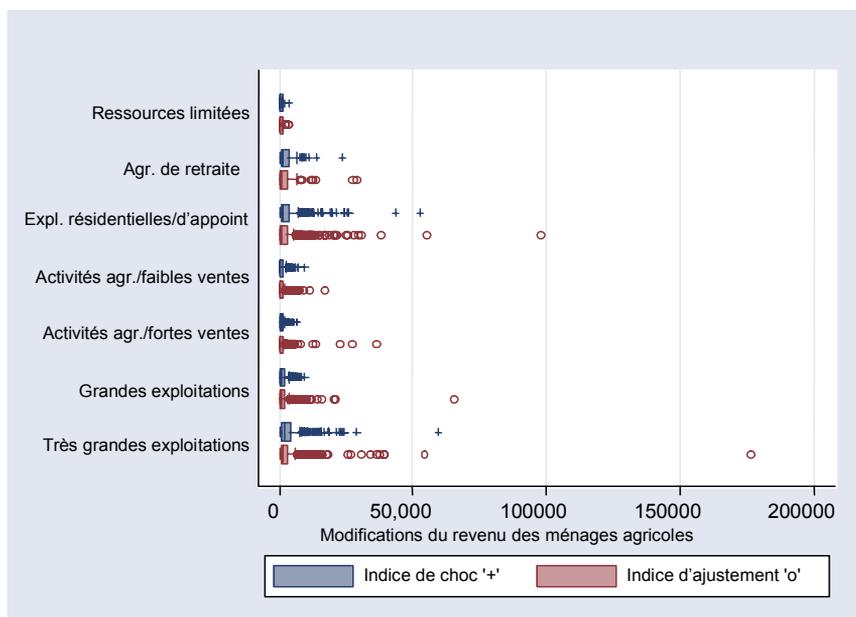
Des boîtes à moustaches (figure II.11) comparent la distribution des résultats associés à la réforme du commerce mondial stylisée dans les scénarios de l'indice de choc et de l'indice d'ajustement. Elles illustrent la différence des impacts selon les ménages à l'intérieur de chaque catégorie. Chaque boîte représente les groupes situés dans le premier et le troisième quartiles d'impacts. Les moustaches équivalent à 1.5 fois la longueur des boîtes. Elles ne s'étendent pas dans la zone des valeurs négatives, car aussi bien les revenus agricoles que non agricoles augmentent sous l'effet de la réforme mondiale. Comme nous l'avons déjà indiqué, il faut garder à l'esprit que, dans notre analyse, lorsqu'une catégorie d'exploitations tire profit de la réforme dans le modèle macroéconomique, toutes les exploitations de cette catégorie se partagent le gain et aucune n'enregistre un manque à gagner net.

Bien que l'indice d'ajustement accroisse le potentiel de variabilité dans les résultats, il convient de noter que ceux du scénario de l'indice d'ajustement paraissent plus resserrés que ceux du scénario de l'indice de choc. A première vue, cela peut sembler paradoxal, mais il ne faut pas oublier que les deux scénarios entraînent les mêmes impacts globaux. Une comparaison des figures II.11 et II.12 (valeurs atypiques et boîtes à moustaches) révèle la caractéristique principale du scénario de l'indice d'ajustement et la raison pour laquelle il se traduit par une plus grande variabilité des résultats que le scénario d'indice de choc. En effet, si l'on retient les observations en dehors des moustaches (figure II.12), deux choses deviennent claires. Premièrement, ce sont les valeurs atypiques qui expliquent la majeure partie des impacts globaux dans les deux scénarios. Dans trois des sept catégories d'exploitations, certaines d'entre elles correspondent à une répercussion nette sur le revenu supérieure à 50 000 USD, soit plus de 25 fois l'impact médian dans chaque catégorie.

**Figure II.11. Modifications des revenus totaux des ménages (sans les valeurs atypiques)**



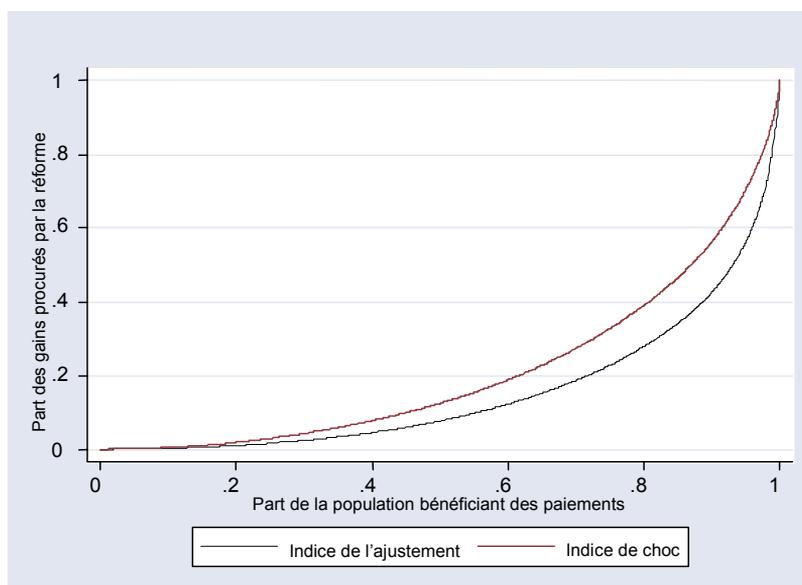
**Figure II.12. Modifications des revenus totaux des ménages  
(avec les valeurs atypiques)**



Deuxièmement, l'effet des valeurs atypiques est plus prononcé dans le scénario de l'indice d'ajustement que dans le scénario de l'indice de choc. Cela tient au fait que les revenus de tous les membres d'un même groupe sont mesurés par rapport à la médiane de ce groupe. Chaque ménage agricole présentant un indice d'ajustement supérieur à la moyenne enregistre un gain plus élevé que si sa réaction obéissait uniquement au montant des paiements supprimés. En effet, tous les ménages dont la capacité d'adaptation est inférieure à la moyenne abandonnent leur gain à ceux qui affichent une capacité d'adaptation supérieure. Cette « répartition du butin » s'apparente un peu à ce qui se passe lorsque des entreprises adoptent plus tard que les autres une nouvelle technologie, abandonnant ainsi à celles-ci une partie de la rente qui en découle. Dans la mesure où un petit nombre d'exploitations, au sein d'une même catégorie, s'arrogent une partie importante des gains, les autres, elles aussi touchées par la réforme, doivent se contenter du solde.

Une courbe de Lorenz généralisée (figure II.13) donne une meilleure idée des effets redistributifs qui se manifestent, compte tenu des différences dans la capacité d'adaptation décrites dans la simulation microéconomique. Par exemple, dans le scénario de l'indice de choc, 80 % de la population agricole qui recevait des paiements se partagent 40 % des bénéfices retirés de la réforme, ce qui revient à dire que 20 % seulement de cette population accaparent en 60 %. Dans le scénario de l'indice d'ajustement, 80 % de la population agricole se partagent moins de 30 % des bénéfices, et 20 % de la population s'arrogent les 70 % restants. Ces modifications de la distribution des revenus et de l'égalité au sein du secteur agricole des États-Unis, résultant de capacités d'adaptation hétérogènes, illustrent un problème d'équité qui pourrait être pris en considération dans le débat sur l'adaptation de l'agriculture à la réforme des règles commerciales.

Figure 11.13. Inégalité dans l'évolution des revenus des ménages



## Conclusion

La réforme des règles du commerce mondial dans le domaine de l'agriculture modifiera les débouchés commerciaux des producteurs et des ménages agricoles des États-Unis. Néanmoins, l'ajustement à la réforme restera probablement au cœur du débat sur la politique commerciale, car les ménages agricoles américains sont divers, tant du point de vue de leur exposition aux chocs induits (en raison de leur gamme de production et de leur dépendance à l'égard des subventions) que de leur capacité à réaffecter leurs ressources à mesure que les conditions du marché évoluent. Le présent chapitre met l'accent sur l'hétérogénéité de la distribution des capacités d'adaptation liée au capital humain, pour décrire les effets d'un scénario stylisé de réforme mondiale sur l'agriculture aux États-Unis. Nous avons défini deux mesures du capital humain pour décrire la capacité d'adaptation : la probabilité de travail hors exploitation et les compétences des exploitants dans le domaine de la gestion financière.

Quelles que soient les mesures d'ajustement adoptées, les pouvoirs publics définiront les objectifs à atteindre en matière d'équité/redistribution et/ou d'efficacité. Abstraction faite de l'équilibre entre les objectifs fixés, une analyse permettant d'identifier les ménages les plus susceptibles de subir les répercussions positives ou négatives des réformes et tenant compte de l'hétérogénéité de leur aptitude à réaffecter leurs ressources à mesure que les conditions du marché évoluent peut apporter des éléments utiles à la conception des mesures. Les caractéristiques qui différencient les ménages agricoles ne tiennent pas seulement à la gamme de leurs productions et aux aides publiques dont ils bénéficient, mais aussi à l'âge, au niveau d'instruction, aux compétences de gestion et à l'accès à des emplois de substitution.

D'autres aspects des chocs commerciaux et de l'ajustement de l'agriculture et des ménages ouvrent des champs d'investigation importants, auxquels notre étude pourrait être étendue, et pourraient contribuer à une réflexion plus réaliste sur les avantages et les coûts d'une réforme à l'échelle mondiale et nationale. Abstraction faite des critères

retenus ici pour mesurer la capacité d'adaptation, les ménages agricoles ont d'autres moyens de s'adapter aux changements et d'y faire face. Ils procèdent à des ajustements dynamiques en modifiant leur comportement d'épargne et d'investissement face à l'évolution de leurs revenus, de la valeur de leurs actifs et de leur richesse. L'âge des membres des ménages entre en ligne de compte dans les considérations sur le cycle de vie, et la dynamique à l'intérieur des ménages influence également la manière dont ceux-ci sont susceptibles de s'adapter. L'incorporation des mécanismes d'ajustement directement dans la simulation macroéconomique constitue un autre champ d'investigation supplémentaire important. Cela permettra de conduire des analyses tenant compte explicitement de la spécialisation des exploitations par produits et de leur adaptation à l'évolution des prix relatifs sous l'effet de la réforme. Prendre en considération les données sur la possession d'actifs fixes, notamment de terres agricoles, peut aussi contribuer à fournir une image plus détaillée des répercussions de la réforme sur la distribution des revenus et des actifs entre les ménages.

## Notes

1. Cette section a été élaborée par Mary E. Burfisher, Kenneth Hanson, Jeffrey Hopkins et Agapi Somwaru, U.S. Department of Agriculture, Economic Research Service (Service de recherches économiques du ministère de l'agriculture des Etats-Unis – ERS USDA). Les points de vue exprimés et les conclusions ne reflètent pas nécessairement ceux de l'ERS USDA. Les auteurs sont indiqués dans l'ordre alphabétique. Ils remercient David Skully, Karen Hamrick et Mitch Morehart des avis émis sur les versions antérieures.
2. Pour une description détaillée du modèle, voir Hanson et Somwaru (2003).
3. Les règles de bouclage du modèle tendent à faire apparaître l'impact d'un changement de politique sous la forme d'une modification du revenu réel des ménages et non celle d'une modification de la balance commerciale, de l'investissement réel et du déficit public. Ces règles de bouclage permettent au modèle de générer un indicateur de l'évolution du bien-être des ménages.
4. La typologie est décrite par Hoppe *et al.* (2000). Le site d'information sur les revenus et les coûts agricoles (Income and Costs Briefing Room, <http://www.ers.usda.gov/Briefing/FarmIncome/>) donne une vue d'ensemble des ménages en question. La répartition des ménages agricoles entre ces sept types, ainsi que les données sur leurs sources de revenus, agricoles et non agricoles, sont examinées plus avant par Hanson et Somwaru (2003).
5. Cooper *et al.* décrivent les résultats d'une simulation réalisée par James V. Stout, dans le cadre de l'ERS USDA, d'une réforme agricole globale au moyen du modèle d'équilibre partiel d'échanges agricoles élaboré par l'ERS et l'Université de Pennsylvanie. Ce modèle, qui fait intervenir un traitement détaillé des produits et des politiques, est explicité par Stout et Abler (2004).
6. D'après l'enquête ARMS de 1999. L'ensemble des coûts liés à la propriété des ressources comprend les coûts nominaux et les frais sans décaissement que supporte l'exploitation, entre lesquels une distinction est faite systématiquement (pour chaque ménage considéré) dans les données. Les coûts nominaux, c'est-à-dire les dépenses encourues par l'exploitation pour produire des biens, dépendent des pratiques de production, ainsi que des prix et des quantités des intrants. Les frais sans décaissement englobent les coûts d'opportunité des actifs fonciers, le recouvrement des investissements consacrés aux machines et équipements, auxquels s'ajoute le travail non rémunéré de l'exploitant. Les méthodes employées pour mesurer les coûts et les rendements sont entérinées par l'American Agricultural Economics Association (AAEA, 2000) et sont par ailleurs décrites sur le site Web de l'ERS (voir <http://www.ers.usda.gov/Data/CostsAndReturns/>). Pour chaque cas observé, l'ensemble des coûts liés à la propriété des ressources est divisé par la valeur totale de la production, de façon à obtenir une nouvelle variable, à savoir l'« efficacité financière ». La distribution cumulée des résultats financiers de toutes les exploitations donne la valeur indicative des résultats que chaque ménage a des chances d'obtenir en agriculture compte tenu de l'évolution des prix relatifs des produits. Les valeurs vont de zéro (le niveau le plus élevé de performance financière et la plus forte probabilité de réussite) à un (le niveau le plus faible de performance financière et la plus faible probabilité de réussite).

## *REFERENCES*

- Ahearn, M., H. El-Osta et J. Dewbre (2002) « The Impact of Government Subsidies on Off-Farm Labor Supply of Farm Operators », rapport présenté à la réunion annuelle de l'American Agricultural Economics, Long Beach, CA.
- Anderson, K., W. Martin et D. van der Mensbrugghe (2005), « Market et Welfare Implications of Doha Reform Scenarios » dans *Agricultural Trade reform and the Doha Development Agenda*, K. Anderson et W. Martin (eds.), Washington, D.C., OOTP et la Banque mondiale.
- Armington, P.S. (1969), *A Theory of Demand for Products Distinguished by Place of Production*, IMF Staff Papers, N° 16, pp. 159-178.
- Azzoni, C., J. Brooks, J. Guilhoto, et S. McDonald (2005), *Who in Brazil will Gain from Global Trade Reforms*, The University of São Paulo Research Regional et Urban Economics Lab, TD-Nereus 12-2005.
- Banque mondiale (2003), *Global Economic Prospects: Realizing the Development Promise of the Doha Agenda 2004*, Washington, DC.
- Bhagwati, J. (2005) "Reshaping the WTO" dans *Far Eastern Economic Review*, N°168, pp. 1-5.
- Bouet, A., Y. Decreux, L. Fontagné, S. Jean et D. Laborde (2004), « A Consistent, *ad valorem* Equivalent Measure of Applied Protection Across the World: The MACMap-HS6 Database » *Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII)*, Working Paper No 2004 – 22, Paris.
- Bchir, A., S. Jean et D. Laborde (2005), « Binding overhang and tariff-cutting formulas: A systematic, world-wide quantitative assessment », *Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) Working Paper draft*, Paris.
- Bouet, A., J.C. Bureau, Y. Decreux, L.; et S. Jean (2004), « Multilateral Agricultural Trade Liberalization: The Contrasting Fortunes of Developing Countries in the Doha Round », *Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII)*, Working Paper 2004-18, novembre.
- Bouet, A., Y.L. Fontagné et S. Jean (2005) « Is Erosion of Tariff Preferences a Serious Concern? » dans *Agricultural Trade Reform and the Doha Development Agenda*, K. Anderson et W. Martin (eds.) Washington, D.C., OOTP et la Banque mondiale.
- Brooks, J. (2003). « Agricultural Trade Reform, Adjustment and Poverty: Mapping the Linkages », *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OECD, Paris, pp. 9-25.
- Brooks, J. et O. Melyukhina (2003) « Estimating the pass-through of agricultural policy reforms: an application to Russian crop markets, with possible extensions », rapport présenté à l'International Agricultural Trade Research Consortium Conference, Capri, juin.
- Burfisher, M. et J. Hopkins, eds. (2003) « *Decoupled Payments: Household Income Transfers in Contemporary U.S. Agriculture* », Market and Trade Economics Division, Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture, *Agriculture Economic Report* No. 822, Washington, D.C.
- Burfisher, M., K. Hanson, J. Hopkins et A. Somwaru (2005), « *US Agricultural Adjustment Capacity: A Macro-Micro Simulation Approach* », rapport USDA-ERS établi pour l'OCDE.

- Charlton, A.H. et J.E. Stiglitz (2005) « A Development-friendly prioritization of Doha Round Proposals », *The World Economy*, Volume 28, N°3, p.293.
- Cogneau, D. et A. Robilliard (2000) *Growth, distribution and poverty in Madagascar: learning from a micro-simulation model in a general equilibrium framework*, IFPRI, Washington, DC.
- Cooper, J., R. Johansson, et M. Peters (2003), « Some Domestic Environmental Effects of U.S. Agricultural Adjustments under Liberalized Trade: A Preliminary Analysis », rapport présenté à la Second North American Symposium on Assessing the Environmental Effects of Trade, Mexico City, Mexico, mars, accessible à : [http://www.cec.org/files/PDF/ECONOMY/cooper-et-al\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/PDF/ECONOMY/cooper-et-al_en.pdf)
- Deaton, A. (1997) *The analysis of household surveys: a microeconomic approach to development policy*. Johns Hopkins University Press for the World Bank, Baltimore et Londres.
- Decaluwé, B. et J. Cockburn (2002) « *How are Globalization and Poverty Interacting and What Can Governments Do About It?* » (d'après un ouvrage issue du projet Micro Impact of Macro Adjustment Policies (MIMAP), 9-10 décembre, Paris.
- Diaz Bonilla, E., M. Thomas et S. Robinson (2003) « Trade, Food Security and WTO Negotiations: Some Reflections on Boxes and their Contents » dans *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OCDE, pp. 59-104.
- Dorward, A., C. Poulton, H. Tchale et P. Wobst (2004) *The Distributional Effects of Agricultural Policy Reform on Poor Rural Households: Linking Household, Rural Economy and Economy-Wide Analysis*, rapport établi pour l'OCDE.
- Duncan, R. et D. Quang (2003), *Trade Liberalisation, Economic Growth and Poverty Reduction Strategies*, National Centre for Development Studies, Australian National University, Canberra.
- El-Osta, H.S. et M.J. Morehart (1999) "Technology Adoption Decision in Dairy Production and the Role of Herd Expansion," *Agricultural and Resource Economics Review*. avril, pp: 84-95.
- Fabiosa, J., J. Beghin, S. de Cara, A. Eloheid, C. Fang, M. Isik, H. Matthey, A. Saak, P. Westhoff, D.S. Brown, B. Willott, D. Madison, S. Meyer, et J. Kruse (2005), « The Doha Round of the World Trade Organisation and Agricultural Markets Liberalisation: Impacts on Developing Economies », *Review of Agricultural Economics*, Vol. 27, No. 3, pp 317-335.
- Fallick, B.C. (1996) « A Review of the Recent Empirical Literature on Displaced Workers », *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 50, No. 1, pp: 5-16.
- Farber, H.S. (2003) « Job Loss in the U.S., 1981-2001 », NBER Working paper 9707, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- FIPE (2004), « The Distributional Effects of Agricultural Policy Reform: The Case of Brazil », rapport établi pour l'OCDE, Sao Paulo.
- Finizia, A., R. Magnani et F. Perali (2004): *A General Equilibrium Analysis of the Mid-Term Review of the CAP on the Italian Economy*, Franco Angeli, Rome.
- Francois, J.F., H. van Meijl et F.W. van Tongeren (2003), *Economic Benefits of the Doha Round for the Netherlands*, rapport soumis au ministère des Affaires économiques, Direction générale des relations économiques extérieures, Pays Bas.
- Francois, J. et W. Martin (2004), « Formula Approaches for Market Access Negotiations », *The World Economy*, Vol. 26, pp. 1-28.
- Gardner, B. (1987), *The Economics of Agricultural Policies*, New York, Macmillan.

- Gardner, B. (1992) « The Disappearance of the Farm Problem », *Journal of Economic Literature*, Vol. 30, No. 3, pp. 62-101.
- Gérard F., M.-G. Piketty et J.-M. Boussard (2003), « Libéralisation des échanges et bien-être des populations pauvres: Illustration à partir du modèle ID3 de la faiblesse des impacts et de la sensibilité des résultats aux hypothèses de fonctionnement des marchés », *Notes et études économiques*, n°19, pp. 111-134, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, Paris.
- Hanson, K. 2002. « Scenario Analysis with a U.S. Computable General Equilibrium Model », *The 12th Federal Forecasters Conference: Papers and Proceedings*, Washington DC.
- Hanson, Kenneth, et Agapi Somwaru(2003) « Farm and Non-Farm Households Distributional Effects of U.S. Farm Commodity Programs ? », *Selected Papers at the Sixth Annual Conference on Global Economic Analysis*, The Hague, Netherlands.
- Hertel, T.W. (1997), *Global Trade Analysis: Modeling and Application*, Purdue University.
- Hertel, T.W., J.M. Horridge, et K. R. Pearson (1991) *Mending the Family Tree: A Reconciliation of the Linearization and Levels Schools of CGE Modeling*, Impact Project Preliminary Working Paper No IP-54, Australian Industry Commission et Monash University, Canberra.
- Hertel, T.W., D. Hummels, M. Ivanic, et R. Keeney (2003) « How Confident Can We Be in CGE-Based Assessments of Free Trade Agreements? » rapport présenté à la Sixth Annual Conference on Global Economic Analysis, Scheveningen, Pays Bas.
- Hertel T., P. Preckel, J. Cranfield et M. Ivanic (2003) « OECD and non-OECD trade liberalisation and poverty reduction in seven developing countries », *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OCDE, Paris, pp. 195-212.
- Hertel, T.W. et J. Reimer (2004) « Predicting the Poverty Impacts of Trade Reform », *World Bank Policy Research Working Paper 3444*, novembre 2004, Banque mondiale, Washington D.C.
- Hertel, T.W. et R. Keeney (2005), « What's at stake: the relative importance of import barriers, export subsidies and domestic support », dans *Agricultural Trade reform and the Doha Development Agenda*, K. Anderson et W. Martin (eds.) Washington, D.C., OUTP et la Banque mondiale.
- Hertel, T et L.A. Winters (2005), « Poverty impacts of a WTO agreement: synthesis and overview », *Putting development back onto the Doha Agenda: poverty impacts of a WTO Agreement*, dans T. Hertel et L.A. Winters (eds.), Banque mondiale, Washington DC.
- Hoppe, R.A., J.E. Perry, D. Banker (2000) *ERS Farm Typology for a Diverse Agricultural Sector*, ERS No. 759.
- INCRA/FAO (2000), *Novo retrato da agricultura brasileira: o Brasil redescoberto*, Brasilia (DF): NEAD.
- Jomini, P., J.F. Zeitsch, R. McDougall, A. Welsh, S. Brown, J. Hambley, et J. Kelly (1991), «SALTER: A General Equilibrium Model of the World Economy, Volume 1 Model Structure, Database and Parameters», Australian Industries Assistance Commission, Canberra.
- Kanbur, R. (1999) « Income Distribution and Development » *Handbook on Income Distribution*, A.B. Atkinson et F. Bourguignon (ed.) North-Holland.
- Kletzer, L.G. (1998), «Job Displacement,» *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 12, No. 1, pp. 115-136.
- Lofgren, H. et S. Robinson (1999) «To Trade or Not to Trade: Non-Separable Farm Household Models in Partial and General Equilibrium» TMD Discussion Paper No. 37, IFPRI, Washington DC.

- Lofgren, H., R.L. Harris, S. Robinson (2002), « A Standard Computable General Equilibrium Model (CGE) in GAMS », *Microcomputers in Policy Research*, N°5, IFPRI, Washington, D.C.
- Lofgren, H. et S. Robinson (2003) « *General Equilibrium Simulation Models in Agricultural Economics* », rapport présenté à la réunion annuelle du UK Agricultural Economics Society, avril.
- Magnani, R. et F. Perali (2005) « *The General Equilibrium Impact of Reforms at the Macro and Micro Level: the Italian case* », rapport établi pour l'OCDE.
- McBride, W.D. et H.S. El-Osta (2002) « Impacts of the Adoption of Genetically Engineered Crops on Farm Financial Performance », *Journal of Agricultural and Applied Economics*. Vol. 34, No. 1, pp: 175-191.
- McDonald S. (2005), *A Standard Computable General Equilibrium Model Version 5: Technical Documentation*, PROVIDE Project Technical Paper 2005:03, Elsenburg, R.S.A.
- Minot, N. et F. Goletti (2000) « Rice market liberalisation and poverty in Viet Nam », *IFPRI Research Report* No. 114.
- McCulloch, N., L. A. Winters et X. Cirera (2001) *Trade liberalisation and Poverty: a Handbook*, Centre for Economic Policy Research, Londres.
- McCulloch, N. (2002). « The impact of Structural Reforms on Poverty: a Simple Methodology with Extension », rapport présenté au séminaire du Centre de développement de l'OCDE : *How are globalisation and poverty interacting and what can governments do about it?*, Paris, 9-10 décembre.
- Nicita, A., M. Olarreaga et I. Soloaga (2002), *A Simple Methodology to Assess the Poverty Impact of Economic Policies Using Household Data: An Application to Cambodia*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- OCDE (1994) *A Review of Farm Household Incomes in OECD Countries*, Paris.
- OCDE (1999), *The Distributional Effects of Agricultural Support in Selected OECD Countries*, Paris.
- OCDE (2001a) *Market Effects of Crop Support Measures*, Paris.
- OCDE (2001b) *Low Incomes in Agriculture*, Paris.
- OCDE (2002a) *Agriculture and Trade Liberalisation: Extending the Uruguay Round Agreement*, Paris.
- OCDE (2002b) *The Incidence and Efficiency of Farm Support*, Paris.
- OCDE (2003a), *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, Paris.
- OCDE (2003b), *Farm household income: Issues and policy responses*, Paris.
- OCDE (2003c), « *Doha Development Agenda: Welfare Gains from Further Multilateral Trade Liberalisation with Respect to Tariffs* », TD/TC/WP(2003)10/FINAL.
- OCDE (2004), *Agricultural Policies in OECD Countries at a Glance*, Paris.
- OCDE (2005a), *Preferential Trading Arrangements in Agricultural and Food Markets: The Case of the European Union and the United States*, Paris.
- OCDE (2005b), *Trade Preference Erosion: Potential Economic Impacts*, Paris.
- OCDE (2005c), *OECD Review of Agricultural Policies: Brazil*, Paris.
- Panagariya A. (2004), « *Agricultural Liberalization and the Developing Countries: Debunking the Fallacies* » mimeo, Columbia University, décembre.

- Reimer, J. (2002) « Estimating the Poverty Impacts of Trade Liberalisation », *GTAP Working Paper* No. 20, Purdue University, États-unis
- Reimer, J., and T. Hertel (2003) « International Estimates of Demand for Use in the GTAP Model? », *GTAP Working Paper*, No. 22.
- Robilliard, A. S., (2002) « *Examining the Social Impact of the Indonesian Financial Crisis Using a Micro-Macro Model* », rapport présenté à un séminaire du Centre de développement de l'OCDE – Globalisation et pauvreté : quelles interactions ? Quel rôle pour les pouvoirs publics ? Paris, 9-10 décembre.
- Sebastien, J., D. Laborde and W. Martin (2005), « Consequences of agricultural tariff cuts using alternative formulas », in *Agricultural Trade reform and the Doha Development Agenda*, K. Anderson and W. Martin (eds.) Washington, D.C., OUTP et la Banque mondiale : Chapitre 2.
- Sharma, R. (2003). « The Transmission of World Price Signals: the Concept, Issues and Some Evidence From Asian Cereals Markets », dans OCDE (2003a), *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, Paris.
- Singh I., L. Squire et J. Strauss (1986) *Agricultural Household Models: Extensions and Applications*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, États-unis
- Stout, J.V. et D. Abler (2004) « ERS/Penn State Model Documentation », [http://trade.aers.psu.edu/pdf/ERS\\_Penn\\_State\\_Trade\\_Model\\_Documentation.pdf](http://trade.aers.psu.edu/pdf/ERS_Penn_State_Trade_Model_Documentation.pdf)
- Tangermann, S. (2005) « Organisation for Economic Cooperation and Development Area Agricultural Policies and the Interests of Developing Countries » dans *American Journal of Agricultural Economics*, Vol. 87, No. 5, pp. 1128-1144.
- Taylor, J.E. (2003), « The Microeconomics of Globalization: Evidence from China and Mexico », dans *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OCDE, Paris.
- Taylor, J.E. et A. Yúnez-Naude (2004) « *Disaggregated Impacts of Policy Reform: A Case Study Using Data from the Mexico National Rural Household Survey* », rapport établi pour l'OCDE.
- Tokarick, S. (2005), « Who Bears the Cost of Agricultural Support in OECD Countries? », *The World Economy* 2005, Vol. 28, N°4.
- UNCTAD (2003), « Back to Basics: Market Access Issues in the Doha Agenda », Nations Unies, Genève.
- U.S. Department of Agriculture (USDA) (2001), « The Road Ahead: Agricultural Policy Reform in the WTO, Summary Report », *Agriculture Economic Report* No. 797, Economic Research Service, ministère de l'Agriculture des États-unis, Washington DC, janvier.
- Valdés A. et W. Foster (2003) « Reflections on the Policy Implications of Agricultural Price Distortions and Price Transmission for Producers in Developing and Transition Economies » dans *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OCDE, Paris.
- Varian H. (1992), *Microeconomic Analysis*, W. W. Norton & Company, New York.
- Wobst, P., H. Lofgren, H. Tchale, et J.A. Morrison (2004), *CGE Modelling of Pro-Poor Development Strategies for Malawi: An Analysis of Alternative Scenarios*, IFPRI, Washington, D.C.
- Winters, L.A. (2000) « Trade, Trade Policy and Poverty: What are the Links? », *Centre for Economic Policy Research Paper*, No. 2382, Londres.

## *Table des matières*

<b>Résumé</b> .....	7
<b>Partie I. Réforme des politiques commerciales et agricoles : répercussions à l'échelle mondiale et nationale et effets sur les ménages</b> .....	17
Introduction .....	19
<i>Chapitre 1.</i> Niveau et composition du soutien agricole et de la protection commerciale .....	21
<i>Chapitre 2.</i> Incidences sur le marché mondial, au niveau national et sectoriel .....	31
<i>Chapitre 3.</i> Incidences au niveau des ménages .....	57
<i>Chapitre 4.</i> Conclusion et déductions à l'usage des pouvoirs publics .....	81
<i>Annexe I.1</i> Présentation du modèle GTAP .....	85
<b>Partie II. Résumés des études de cas sur les effets de la réforme au niveau des ménages</b> .....	91
<i>Chapitre 5.</i> Brésil .....	93
<i>Chapitre 6.</i> Italie .....	115
<i>Chapitre 7.</i> Malawi .....	123
<i>Chapitre 8.</i> Mexique .....	141
<i>Chapitre 9.</i> États-Unis .....	155
Références .....	169



Extrait de :

## Agricultural Policy and Trade Reform

Potential Effects at Global, National and Household Levels

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264025745-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2006), « États-Unis », dans *Agricultural Policy and Trade Reform : Potential Effects at Global, National and Household Levels*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264025769-13-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).